



Thierry Ermakoff (dir.)

Une voix qui manque toujours : journées d'hommage à Jean Gattégno

Presses de l'enssib

8. Le livre n'est pas un produit comme les autres

Christian Thorel

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.1787

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2016

Date de mise en ligne : 4 avril 2017

Collection : La Numérique

ISBN électronique : 9782375460528



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

THOREL, Christian. 8. *Le livre n'est pas un produit comme les autres* In : *Une voix qui manque toujours : journées d'hommage à Jean Gattégno* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2016 (généré le 01 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/1787>>. ISBN : 9782375460528. DOI : 10.4000/books.pressesenssib.1787.

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

8. Le livre n'est pas un produit comme les autres

Christian Thorel

- 1 N'est-ce pas sous cette affirmation que se passèrent les années de Jean Gattégno à la Direction du livre et au CNL ? Une question aujourd'hui : les années qui suivirent, particulièrement les années 2000, consacrent-elles l'union du même projet, de la même foi et des mêmes efforts de la part de ceux, éditeurs et libraires, qui s'abritent derrière cette doctrine ?
- 2 Commençons par un rappel : sur le livre et sur son économie, il existait un constat, qui appelait une interprétation, il en découla un projet. Il fallut d'abord écrire une loi. Cette loi était la fondation d'un système plus complexe, que l'on disait « de régulation », elle était le premier acte d'une politique du livre. La promulguer, la mettre en place, était un risque. Parce que l'air du temps était celui des nouveaux modes de consommation, et particulièrement celui, idéologique et idéalisé, de la *Fnac* des origines. On sait d'ailleurs combien le terme « régulation » devint vite un gros mot dans le lexique des termes du néolibéralisme car ils s'introduisirent et s'imposèrent furtivement dans ce même temps.
- 3 La question de la loi à l'abri de laquelle se construisit le monde des livres que nous connaissons se prolonge désormais de celle de sa pérennité, plus exactement de la pérennité non de son objet, mais celle de son projet. Il me semble en effet que nous avons perdu la mémoire, que nous sommes installés dans l'évidence de la nécessité du prix unique, du caractère essentiel de la loi. Mais son essence, sa reconnaissance ? Comment aujourd'hui sont-elles lues, comprises, commentées, comment sont-elles interprétées ?
- 4 Énonçons quelques faits, rappelons que, tout comme l'esprit et l'organisation du droit d'auteur, le mode de fixation du prix des livres aura été de tout temps l'objet de débats, et souvent de litiges. Comment ignorer par exemple la confrontation de Jean Zay et de Bernard Grasset sur la propriété intellectuelle ? Exemple de lutte de conceptions entre les plus hautes exigences du service public, le souci du bien commun, et celles des impératifs économiques, avérés et exagérés. Autre casse-tête, comment fixer le prix de vente au public d'un livre, produit manufacturé à haute valeur d'usage et à haute valeur

symbolique, produit paradoxal d'un artisanat puis d'une industrie, transformant en nombre le fruit de la singularité d'une œuvre de l'esprit ?

- 5 À la fin des années 1970, le travail associant Jérôme Lindon à François Mitterrand, à Jack Lang et à quelques instructeurs du socialisme qui advenait a été maintes fois commenté. Celui de Jean Gattégno l'a sans doute moins été. Il l'orchestra pourtant avec d'autres mesures pour la mise en œuvre d'une « politique du livre », et dans des directions complémentaires : soutien à la création, lecture publique, interprofession. Si l'un des objets de notre réunion est de témoigner de son action, c'est plutôt vers la loi sur le prix unique que je le ferai : sans doute faut-il que je répète que le principe, la vertu, associés à l'esprit de cette loi, étaient de neutraliser la concurrence par les prix pour mieux répondre à l'exigence qu'imposait le précepte : « Le livre n'est pas un produit comme les autres. » Ce postulat ne suffisait pas à emporter l'adhésion, pas plus que la loi qui en serait tirée, il fallait en effet la faire adopter, il fallait aussi la voter, il allait en sus falloir l'expliquer, il allait falloir la défendre. Non, ce ne devait en rien être une mesure exceptionnelle ou circonstancielle, mais le socle dense et inaliénable d'une économie politique du secteur. Nous allions entrer dans un temps de contestation et dans un temps de résistance. Si quelques hommes la conçurent, si quelques autres, plus nombreux, la promurent, d'autres plus nombreux encore la défendirent, parce qu'elle n'avait pas que des amis, pas que des partisans. On sait, mais on peut rappeler les noms des opposants les plus résolus, André Essel avec une conviction troublante, Michel-Édouard Leclerc avec l'arrogance de sa jeunesse, mais encore tous les anonymes, et autres velléitaires, tous les bonnets rouges, il y en avait déjà. Pour imposer le programme commun du livre, il fallait convaincre. Il fallait donc croire.
- 6 1981. Dans ce premier mois d'août du premier gouvernement Mauroy, Jérôme Lindon passa par Toulouse, c'était peu fréquent. Nous avons soutenu son action au sein de l'Association pour le prix unique (APU). Il ne nous prévint pas, et visita *Ombres blanches* une fin d'après-midi, inopinément. Un dîner improvisé fut l'occasion d'une leçon de politique générale du livre et de la culture. Nous aurions pu fêter le vote tout récent de la loi Lang, mais il préféra manifester son inquiétude envers la détermination des élus pour la défense du nouveau dispositif, tant ces mêmes élus faisaient l'objet d'une pression incessante depuis la direction de la *Fnac*. Il nous enjoignit de soutenir énergiquement la politique du ministère de la Culture, celle de la future Direction du livre, en déployant notre confiance en l'avenir par des actions commerciales, par des actions d'investissement. Il fallait en quelque sorte assumer une dette envers ceux, élus et fonctionnaires, envers le service public, qui misaient sur les générations futures et leur action dans le secteur du livre. Ce moment fut pour *Ombres blanches* la première de ses extensions et pour ses libraires comme une entrée véritable dans la vie professionnelle, la découverte de la responsabilité ; ce fut aussi le début d'un compagnonnage et d'une alliance avec les Éditions de Minuit. De Toulouse à Paris et au-delà, nous n'étions pas les seuls à être impressionnés par la conviction de Jérôme Lindon et, même balbutiante, il se fit une prise de conscience générationnelle pouvant répondre aux exigences de l'éditeur et à celles du temps, et pouvant conforter la Direction du livre, Jean Gattégno et son équipe. Il est vrai que nous sommes alors dans un renouveau du commerce. Les grandes surfaces spécialisées (GSS) viennent compléter l'offre des hypermarchés. Et si, après les Trente Glorieuses, le livre restait la production de tête dans l'ordre du « commerce culturel » naissant, la crise qui succédait au choc pétrolier affectait les budgets des familles.

- 7 Et justement la crise pouvait légitimer tout ce qui favorisait la « baisse des prix » à la consommation, alors que l'engagement idéologique (et démagogique) de la *Fnac*, la « culture pour tous », avaient un grand pouvoir de séduction pour les élus locaux, obsédés par l'équipement commercial de leur ville, et la modernisation des villes. Il faut dire qu'en 1982, le modèle de la *Fnac* avait créé un sacré appel d'air, et un coup de blues aux librairies des années du gaullisme. Les jeunes libraires étaient peu nombreux, ils avaient les cheveux longs, un goût trop appuyé pour un certain désordre, les idées pas toujours bien rangées, mais aussi pas mal d'énergie. Avec ces bagages, il leur faudrait donc donner des preuves. « L'œil de la lettre » fut un bricolage associatif que nous montâmes d'abord à six, sous les directives de Jérôme Lindon et d'Henri Causse, et qui apporta dès 1984 un regard neuf sur le métier. Je persiste à croire que ce groupement, qui crût très vite, fut un événement politique, et qu'en dépit d'une importance relative sur le plan économique, il sut jouer des privilèges d'une avant-garde. « L'œil de la lettre » fut craint et aimé, et toujours sans rapport objectif avec sa taille et ses moyens. Il fut un lien avec l'édition et avec la Direction du livre, dans un environnement défaillant pour la représentation de la profession. La partie n'était pas que politique, la défense, la « protection » de l'économie du livre bénéficiaient d'un projet, attaché à celui de la singularité des livres, *produits pas comme les autres*. Si des groupements ont suivi la fin de « L'œil de la lettre », aucun n'a repris son activité de fer de lance pour la promotion de la loi Lang, la défense de la profession se faisant depuis près de vingt ans maintenant à partir du Syndicat de la librairie. Il est à noter tout de même que cette modification des représentations, sensible pour certains d'entre nous, n'a altéré en rien la détermination profonde des élus envers cette loi et la politique du livre, puisqu'ils les ont toujours renforcées. Le rapport Gaymard est de ce point de vue une approbation sans réserves de l'action de ceux, de celui, que nous saluons aujourd'hui.
- 8 Le public des lecteurs qui constituaient notre clientèle n'était pas toujours au fait des événements qui émaillaient la vie professionnelle, et « L'œil de la lettre » fut avant tout le lieu d'une expression collective de jeunes libraires qui manifestaient leur goût pour la littérature universelle en éditant de (presque) luxueux et exhaustifs catalogues de littératures dites encore « étrangères ». Ne retrouvait-on pas encore l'action de Jean Gattégno, tout autant que l'esprit dans lequel il conduisit sa mission ? La traduction fut en effet une obsession bien connue du professeur de lettres anglaises. Autant la découverte des textes « du monde entier » que la reconnaissance de leurs traducteurs furent au programme du CNL qu'il présida. Imaginés par Jean-Paul Archie à *Ombres blanches* dès 1975, puis conçus par lui jusqu'à la dissolution du groupement, nos catalogues devinrent à leur façon la manifestation de notre responsabilité collective et d'un souci du don, d'un goût du bien commun, où se liaient nos commerces, les auteurs et les éditeurs des livres dont nos lecteurs attendaient que nous leur en livrions la connaissance. Par cet engagement culturel et éducatif, par cette production intellectuelle régulière, il nous semblait que nous écrivions les caractères les plus exemplaires de notre médiation. Probablement, et en usant d'un paradoxe, nous donnions ainsi à notre profession quelques lettres de noblesse tout autant que nous affirmions notre reconnaissance envers la République, à laquelle nous devons la possibilité de notre existence.
- 9 Durant cette période de 1984 à 1990, j'ai eu la chance de passer des moments avec Jean Gattégno, moments autant privés que professionnels et dus à l'attention amicale de Patrice Béghain, DRAC à Toulouse entre 1986 et 1990. La figure de l'intellectuel, celle de

l'écrivain, se superposent avec celle de l'homme du service public, exigeant, direct, naturellement autoritaire.

- 10 Mon dernier souvenir de Jean Gattégno est celui de l'inauguration de l'extension très importante de notre librairie en octobre 1989, et qui fut le moment d'un quasi-triplement de notre surface de vente. Ce passage, qui était un pari plus grand encore que celui de 1981, fut décisif et il nous fit franchir plusieurs étapes sur les plans professionnel et économique. Le 22 octobre de 1989, Jean Gattégno allait quitter la Direction du livre, mais n'avait pas hésité à venir présider l'ouverture de ce nouvel *Ombres blanches*, dans l'amitié. Il était accompagné d'une délégation tout aussi amicale d'éditeurs, lesquels venaient saluer un produit de la nouvelle structure de soutien à la librairie, qu'ils venaient de fonder, l'Association pour le développement de la librairie de création (Adelc). Le pari de la troisième version d'*Ombres blanches* ne pouvait en effet se réaliser qu'avec un accompagnement et une volonté, et nous avons eu la chance de pouvoir accéder à l'Adelc récemment créée. En 1988, Jean Gattégno n'hésita pas à se joindre au projet de la poignée d'éditeurs, édificateurs de ce mouvement. Tous ceux-là avaient-ils conscience de l'importance que prendrait la structure de soutien qu'ils mettaient en œuvre ?
- 11 Depuis 1988, et en dépit des regards parfois soupçonneux, l'Adelc a donné sa chance à bien d'autres librairies, en préservant leur caractère d'indépendance. Savent-elles toutes l'origine de ce qui les soutient dans leur projet ? L'Adelc s'est inscrite naturellement dans la conduite de la politique du livre à la fin des années 1980 et, aussi redoutée et jalouée soit-elle, son action est plus validée encore que jamais. Parce que cette structure n'est pas une banque privée, encore moins un usurier, il serait bon que son action ne se solde pas dans une simple reconnaissance de dette, mais tout autant dans la dette d'une reconnaissance.
- 12 Si dans cette circonstance particulière à laquelle nous convie Jean Gattégno je fais ici appel à la connaissance de l'histoire par mes confrères, à la mémoire dont ils font défaut parfois, et à leurs préjugés, c'est que le sens d'une éthique se fait plus évident que jamais. Nous rappeler à notre sens de la responsabilité de libraires rend plus aisé d'exiger celui des éditeurs dont nous dépendons. Si le mot « indépendance » avait un sens, et je lui préfère celui d'« autonomie », ce serait pour qu'il nous aide à gagner de la reconnaissance dans l'environnement des livres et des lecteurs. Il me semble que le désir d'une responsabilité collective fut à l'œuvre dans l'action de Jean Gattégno, comme dans celle de ses successeurs. Surgit-elle en tous lieux de cet univers des livres qui est un mélange complexe, hétérogène, d'industrie, de finances, d'artisanat, de création ?
- 13 Il y a tant de choses dites et écrites sur nos métiers, et tant de choses passionnantes provenant de l'histoire des livres. Avec Paul Angoulvent, fondateur des Presses universitaires de France (PUF) au milieu du siècle dernier, j'ai des désaccords concernant certaines de ses orientations politiques, mais je citerai pour finir un extrait de sa conclusion dans l'opuscule, consacré à ce même environnement, on dirait aujourd'hui « ce même écosystème ». Je le cite car j'y retrouve le goût pour la chose publique et pour l'engagement de Jean Gattégno, et ce mot provient d'un éditeur. C'est en 1960, et il écrit :
- « Est-il un instant croyable que, sitôt le branle donné au développement en profondeur de l'instruction publique, les industries et commerces du Livre pourront se borner à faire passivement de bonnes affaires ? Il n'en est pas question. Transformés de gré ou de force en gardiens du feu du savoir, Éditeurs et Libraires, comme tous les gardiens du feu, en tout temps et en tout lieu, seront chargés de lourdes responsabilités. De plus en plus, on attendra d'eux, non de produire de

beaux bilans, mais d'accomplir, moyennant une juste rémunération, le service que le peuple attend de leur dévouement au bien public. »